2018_CT2_567

OBJET : Environnement, cadre de vie, développement durable et déchets - Collecte et traitement des déchets - Approbation d'une convention de régularisation relative à l'utilisation des équipements déchets de Pertuis entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et COTELUB

Le 29 novembre 2018, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, s'est réuni en session ordinaire au Château Saint-Hilaire à Coudoux, sur la convocation qui lui a été adressée par Madame le Président du Territoire le 23 novembre 2018, conformément à l'article L.5211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Etaient Présents : JOISSAINS MASINI Maryse – AMEN Mireille – ARDHUIN Philippe - BALDO Edouard - BARRET Guy – BONTHOUX Odile – BOUDON Jacques – BOULAN Michel – BOUVET Jean-Pierre – BOYER Raoul – BRAMOULLÉ Gérard – BUCCI Dominique – BURLE Christian – CALAFAT Roxane – CASTRONOVO Lucien-Alexandre – CESARI Martine – CHARRIN Philippe – CHAZEAU Maurice – CICCOLINI-JOUFFRET Noëlle – CORNO Jean-François – DAGORNE Robert – de BUSSCHERE Charlotte - de SAINTDO Philippe – FABRE-AUBRESPY Hervé – FERAUD Jean-Claude - GOUIRAND Daniel – GOURNES Jean-Pascal – HOUEIX Roger – JOISSAINS Sophie - JOUVE Mireille – LAFON Henri – LHEN Hélène – MANCEL Joël – MARTIN Régis – MENFI Jeannot - MERCIER Arnaud – MERGER Reine – MICHEL Marie-Claude - MONDOLONI Jean-Claude – MORBELLI Pascale – PAOLI Stéphane - POLITANO Jean-Jacques – RAMOND Bernard – SALOMON Monique – SERRUS Jean-Pierre – SUSINI Jules - TAULAN Francis – ZERKANI-RAYNAL Karima

Etai(en)t excusé(es) avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales : ALLIOTTE Sophie donne pouvoir à MORBELLI Pascale – AMAROUCHE Annie donne pouvoir à LAFON Henri – BACHI Abbassia donne pouvoir à JOISSAINS Sophie – BENKACI Moussa donne pouvoir à BONTHOUX Odile – CIOT Jean-David donne pouvoir à POLITANO Jean-Jacques - DELAVET Christian donne pouvoir à JOUVE Mireille – DEVESA Brigitte donne pouvoir à BOUVET Jean-Pierre – FILIPPI Claude donne pouvoir à BURLE Christian – FREGEAC Olivier donne pouvoir à MERCIER Arnaud – GACHON Loïc donne pouvoir à MONDOLONI Jean-Claude – GERARD Jacky donne pouvoir à RAMOND Bernard – GUINIERI Frédéric donne pouvoir à JOISSAINS MASINI Maryse – LENFANT Gaëlle donne pouvoir à CICCOLINI-JOUFFRET Noëlle – MALAUZAT Irène donne pouvoir à de SAINTDO Philippe – MALLIÉ Richard donne pouvoir à SALOMON Monique – MEÏ Roger donne pouvoir à MENFI Jeannot – PELLENC Roger donne pouvoir à DAGORNE Robert – PERRIN Jean-Marc donne pouvoir à PAOLI Stéphane – RENAUDIN Michel donne pouvoir à MICHEL Marie-Claude – ROUVIER Catherine donne pouvoir à BOYER Raoul – SLISSA Monique donne pouvoir à BUCCI Dominique

Etai(en)t excusé(es) sans pouvoir : ALBERT Guy – AMIEL Michel – AUGEY Dominique – BORELLI Christian – CANAL Jean-Louis – CRISTIANI Georges – DI CARO Sylvaine – GALLESE Alexandre – GARELLA Jean-Brice – LEGIER Michel – NERINI Nathalie – PEREZ Fabien – PIZOT Roger – PRIMO Yveline – PROVITINA-JABET Valérie – ROLANDO Christian – SICARD-DESNUELLE Marie-Pierre – TALASSINOS Luc – TERME Françoise – TRAINAR Nadia – YDE Marcel

Secrétaire de séance : Roxane CALAFAT

Monsieur Philippe de SAINTDO donne lecture du rapport ci-joint.

RAPPORT AU CONSEIL DE TERRITOIRE DU PAYS D'AIX

**Environnement, cadre de vie, développement durable et déchets
Collecte et traitement des déchets**

■ Séance du 29 novembre 2018

06_3_01

■ **Approbation d'une convention de régularisation relative à l'utilisation des équipements déchets de Pertuis entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et COTELUB**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

RAPPORT AU CONSEIL DE LA METROPOLE

Cadre de vie, traitement des déchets, eau et assainissement

■ Séance du 13 Décembre 2018

8822

■ Approbation d'une convention de régularisation relative à l'utilisation des équipements déchets de Pertuis entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et COTELUB

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le centre de transfert d'ordures ménagères de Pertuis est un équipement logistique extrêmement important permettant l'optimisation de la gestion des flux de déchets du Pays d'Aix. Il constitue en effet un exutoire de proximité pour les collectes au porte à porte réalisées sur le secteur nord du Pays d'Aix : les communes concernées par cet équipement sont toutes situées à plus de 40 km des exutoires finaux de tri et d'élimination des déchets ménagers résiduels.

Compte tenu de l'importance du centre de transfert de Pertuis dans le maillage des transports de déchets du Pays d'Aix et de son moindre intérêt pour la Communauté de Communes COTELUB, la Métropole Aix-Marseille-Provence a acheté cette installation en septembre 2016.

La loi NOTRe ayant conduit à l'extension du périmètre de la Communauté de Communes COTELUB, cette dernière a sollicité pour les besoins correspondants à ses nouvelles communes adhérentes, un maintien d'utilisation de la déchèterie et du centre de transfert.

Ainsi, devant la nécessité pour ces deux intercommunalités de collaborer, il avait été décidé de renouveler la convention de mutualisation d'équipements lors de la décision d'achat. Cette convention approuvée en Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 a été modifiée et amendée en Conseil de la Métropole du 30 mars 2017.

Cette convention signée par le Président de COTELUB le 12 décembre 2016, n'a été signée par le Président de la Métropole que le 19 février 2018, puis notifiée le 1^{er} mars 2018, la rendant donc exécutoire à cette date.

Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20181129-2018_CT2_567-
DE
Date de télétransmission : 11/12/2018
Date de réception préfecture : 11/12/2018

Toutefois, entre la date d'expiration de la précédente convention d'utilisation, à savoir le 31 décembre 2016, et la date d'entrée en vigueur de la nouvelle convention d'utilisation, le 1^{er} mars 2018, la COTELUB a utilisé les équipements métropolitains conformément aux stipulations de la nouvelle convention d'utilisation.

Cette circonstance faisant obstacle à ce que la Métropole puisse obtenir le règlement de la redevance d'utilisation contractuellement prévue, le présent contrat a pour objet de soumettre, à titre rétroactif, l'utilisation faite au cours de cette période au paiement d'une redevance par la COTELUB.

Cette redevance est calculée conformément aux modalités prévues par la convention entrée en vigueur le 1^{er} mars 2018.

Les recettes annuelles attendues devraient s'élever à 70.000€TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2002_B151 du Bureau communautaire de la CPA du 29 novembre 2002 approuvant la convention d'utilisation des équipements ;
- La délibération n°2006_B85 du Bureau communautaire de la CPA du 12 mai 2006 approuvant l'avenant n°1 à la convention d'utilisation des équipements ;
- La délibération n°2009_B137 du Bureau communautaire de la CPA du 22 avril 2009 approuvant l'avenant n°2 à la convention d'utilisation des équipements ;
- La délibération n°2012_B357 du Bureau communautaire de la CPA du 11 octobre 2012 approuvant l'avenant n°3 à la convention d'utilisation des équipements ;
- L'avis de France Domaines n°2016-089-V-0727 du 6 septembre 2016 quant à la valeur du centre de transfert de Pertuis ;
- La délibération n°DEA 01-1153/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 ;
- La délibération n°2016-091 du Conseil de la Communauté Territoriale Sud Lubéron du 24 novembre 2016 ;
- La délibération n°DEA 008-1870/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017.

Oùï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire d'approuver la convention de régularisation d'utilisation des équipements métropolitains avec la Communauté Territoriale Sud Lubéron.

Délibère

Article 1 :

Accusé de réception en préfecture 013-200054807-20181129-2018_CT2_567- DE Date de télétransmission : 11/12/2018 Date de réception préfecture : 11/12/2018

Est approuvée la convention de régularisation d'utilisation des équipements métropolitains de Pertuis ci-annexée avec la Communauté Territoriale Sud Luberon.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisée à signer cette convention et toutes les pièces nécessaires à l'aboutissement de ce dossier.

Article 3 :

Les recettes sont inscrites au budget annexe de fonctionnement SPED 05 nature 70 688 fonction 72 13 qui présente les disponibilités nécessaires.

Pour enrôlement,
Le Conseiller Délégué
Propreté et Traitement des déchets

Roland MOUREN

**Convention de régularisation relative à l'utilisation
des équipements déchets de Pertuis entre
la Métropole Aix-Marseille-Provence et COTELUB**

La Métropole Aix-Marseille-Provence

58 Boulevard Charles Livon
13007 Marseille

Représentée par sa Présidente en exercice, ou son représentant dûment habilité,

Ci-après « La Métropole »,

d'une part,

et

La Communauté Territoriale Sud Luberon

Parc d'activités le Revol
128 chemin des vieilles vignes
84240 La Tour d'Aigues

Représentée par son Président en exercice, ou son représentant dûment habilité,

Ci-après « COTELUB »,

d'autre part,

Ensemble dénommées « les parties »,

Exposent préalablement que

Par délibérations concordantes n° DEA 008-1870/17/CM adoptée par le Conseil de la Métropole le 30 mars 2017 et n° 2016-091 adoptée par le Conseil de la COTELUB le 24 novembre 2016, la Métropole et la COTELUB ont approuvé et autorisé la signature d'une convention dont l'objet était de permettre à la COTELUB d'utiliser le centre de transfert de déchets métropolitain et la déchèterie métropolitaine situés à Pertuis en contrepartie du versement d'une redevance d'utilisation à la Métropole.

L'article 7 de cette convention prévoit que : « La présente convention prend effet à compter de sa notification ».

Le Président de COTELUB a signé cette convention le 12 décembre 2016 et a notifié la

Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20181129-2018_CT2_567-
DE
Date de télétransmission : 11/12/2018
Date de réception préfecture : 11/12/2018

convention signée à la Métropole.

Le Président de la Métropole n'ayant signé la convention que le 19 février 2018, celle-ci n'est entrée en vigueur qu'à compter du 1^{er} mars 2018, date de sa notification à la COTELUB.

Toutefois, entre la date d'expiration de la précédente convention d'utilisation, à savoir le 31 décembre 2016, et la date d'entrée en vigueur de la nouvelle convention d'utilisation, le 1^{er} mars 2018, la COTELUB a utilisé les équipements métropolitains conformément aux stipulations de la nouvelle convention d'utilisation.

Cette circonstance faisant obstacle à ce que la Métropole puisse obtenir le règlement de la redevance d'utilisation contractuellement prévue, le présent protocole a pour objet de soumettre, à titre rétroactif, l'utilisation faite au cours de cette période au paiement d'une redevance par la COTELUB.

Cette redevance est calculée conformément aux modalités prévues par la convention entrée en vigueur le 1^{er} mars 2018.

Article 1

Les parties s'engagent par la présente à ce que l'utilisation des équipements métropolitains par la COTELUB sur la période allant du 1^{er} janvier 2017 au 28 février 2018 soit rétroactivement soumise au paiement d'une redevance d'utilisation calculée selon les modalités définies ci-après.

Article 2

La redevance visée à l'article 1^{er} correspond au remboursement des charges de fonctionnement (valorisation et élimination des déchets, transport...) et d'exploitation (gardiennage, entretien des sites, amortissement...) des équipements métropolitains utilisés par la COTELUB.

Le remboursement se fera selon la clé de répartition indiquée ci-dessous :

- pour la déchèterie : la répartition sera fonction de l'utilisation réelle de l'équipement par chacune des parties basées sur la comptabilisation des apporteurs (Métropole/COTELUB) et sur les tonnages de matériaux apportés par chaque catégorie d'apporteur.
- pour le centre de transfert : la répartition entre les parties en fonction des tonnages entrant de déchets respectifs.

Article 3

Le paiement des prestations réalisées entre le 1^{er} janvier 2017 et le 28 février 2018

Accusé de réception en préfecture 013-200054807-20181129-2018_CT2_567- DE Date de télétransmission : 11/12/2018 Date de réception préfecture : 11/12/2018

s'effectuera par un versement unique dans un délai de six mois à compter de l'entrée en vigueur du présent protocole.

Les titres de recettes seront émis par l'intermédiaire du trésorier payeur de la Métropole.

Ils seront accompagnés de tous les justificatifs nécessaires, préalablement présentés par la Métropole à la COTELUB et validés par cette dernière, dont notamment les bordereaux des prix unitaires des marchés de transport et de traitement des déchets.

Article 4

La présente convention entrera en vigueur à compter de la date la plus tardive de signature par le représentant de l'une ou l'autre des parties.

La présente convention sera réputée totalement exécutée lorsque COTELUB aura procédé au règlement de la redevance.

Fait en deux exemplaires

A _____, le

A _____, le

Pour la Métropole Aix-Marseille-Provence

**Pour la Communauté Territoriale
Sud Luberon**

OBJET : Environnement, cadre de vie, développement durable et déchets - Collecte et traitement des déchets - Approbation d'une convention de régularisation relative à l'utilisation des équipements déchets de Pertuis entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et COTELUB

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	0
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Ont signé le Président et les membres du Conseil de Territoire présents

Maryse JOISSAINS MASINI

Signé, le 07 DEC. 2018

Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20181129-2018_CT2_567-
DE
Date de télétransmission : 11/12/2018
Date de réception préfecture : 11/12/2018